

Un geste qu'on n'oubliera pas.

Je fais une pause dans le travail que j'étais en train d'accomplir depuis deux semaines sur un épisode historique pour me solidariser avec le président constitutionnel du Honduras José Manuel Zelaya .

Ce fut impressionnant de le voir sur Telesur, haranguant le peuple du Honduras. Il dénonçait énergiquement la bévée négative et réactionnaire d'empêcher une importante consultation populaire. Voilà la « démocratie » que défend l'impérialisme. Zelaya n'a pas violé la loi le moins du monde. Il n'a pas fait de coup de force, c'est le Président et Commandant Général des Forces Armées du Honduras. Ce qui se passe là-bas sera une preuve pour l'OEA et l'actuelle administration des Etats-Unis.

Hier eut lieu une réunion de l'ALBA à Maracay dans l'état vénézuélien d'Aragua. Les dirigeants latino-américains et caribéens qui s'exprimèrent brillèrent autant par leur éloquence que par leur dignité.

Aujourd'hui, j'écoutais les solides arguments du président Hugo Chavez qui dénonçait l'action putschiste sur la Vénézuélienne de Télévision.

Nous ne savons pas ce qui se passera aujourd'hui ou demain au Honduras mais la conduite courageuse de Zelaya restera dans l'histoire.

Ses paroles nous rappelaient le discours du président Salvador Allende alors que les avions de guerre bombardèrent le palais présidentiel où il mourut héroïquement le 11 septembre 1973. Cette fois, nous avons vu un autre président latino-américain entrant avec le peuple sur une base aérienne pour réclamer les bulletins pour une consultation populaire confisqués indûment.

Ainsi agit un Président et Commandant Général. Le peuple du Honduras n'oubliera jamais ce geste !

Fidel Castro Ruz
25 juin 2009, 8h15 p.m
(traduction Gaston Lopez)

Quelques explications sur ce qui se passe au Honduras.

Tegucigalpa, 26 juin (PL) Le président du Honduras, Manuel Zelaya a confirmé que la consultation populaire se déroulera dimanche prochain comme cela avait été prévu malgré l'opposition des secteurs qui voudraient briser l'Etat de droit.

Sur une chaîne de télévision, le mandataire a accusé récemment les secteurs de droite d'avoir l'intention d'arracher au peuple hondurien son droit à donner son avis et à défendre la démocratie, et appelle ses compatriotes à ne pas perdre ce qui a été conquis depuis 187 ans.

Il a annoncé que seraient mobilisés 14 000 policiers pour garantir l'ordre et demande aux adversaires d'exercer leur droit à la démocratie et de ne pas le lier au peuple.

Il a réitéré sa confiance dans ceux qui le soutiennent et grâce auxquels l'opposition n'a pas atteint son objectif de l'exclure du gouvernement par un coup d'état.

« La consultation populaire ne s'arrête pas ! » a dit Zelaya quelques heures auparavant devant des centaines de personnes qui l'ont accompagné jusqu'à la base aérienne Hernán Acosta Mejía pour

recupérer le matériel électoral confisqué par les militaires.

Auparavant, des magistrats du Ministère Public et des magistrats du Tribunal Electoral Suprême s'étaient déplacés jusqu'à la base avec l'intention de saisir le matériel , ce qui fut déjoué par la mobilisation populaire de soutien au mandataire.

Zelaya défend la demande aux citoyens de se prononcer dimanche 28 juin pour dire s'ils sont d'accord ou non à propos de la convocation d'une Assemblée Constituante pour réformer la Grande Lettre.

si le résultat est favorable, on installera une quatrième urne pour les élections de novembre prochain , en plus des trois qui sont mises en place pour l'élection du président , les députés et les autorités locales.

Le président constitutionnel a remercié les secteurs populaires , les indigènes, les paysans, les syndicalistes et les intellectuels qui soutiennent le projet gouvernemental , rejeté par les politiques traditionnels , les entrepreneurs, l'église catholique et certains militaires.

Ima

source Prensa Latina, 26 juin 2009

(traduction Françoise Lopez)

Le Honduras demandera l'aide de l'OEA dans la lutte contre la détérioration du système de droit

Tegucigalpa, 25 juin, (RHC)--. Le Honduras a décidé de demander à l'OEA, l'Organisation des Etats Américains, de convoquer son conseil permanent afin de stopper la détérioration du système de droit dans ce pays centraméricain.

Le Président hondurien, Manuel Zelaya, s'est réuni à Tegucigalpa avec plusieurs dirigeants d'organisations populaires qui lui ont apporté leur soutien face aux bruits qui courent sur un coup d'Etat ourdi par un groupe de militaires avec l'appui de dirigeants de l'opposition et du secteur des entreprises privées.

Ce putsch aurait pour but d'empêcher la consultation populaire de dimanche sur la réforme de la constitution, réforme permettant la participation démocratique à la prise des décisions.

Le référendum se heurte à l'opposition de secteurs politiques, des entreprises privées et des églises qui estiment que c'est là une manœuvre du Président pour rester au pouvoir au-delà de son mandat.

Ces secteurs ont obtenu que le Conseil National Electoral et le Parlement déclarent illégale la consultation et ils ont appelé les forces armées à la désobéissance.

(source site de Radio Havana Cuba)